

Novembre
2014



79

Plus que jamais nous avons besoin d'ATTAC. Sommaire :

Vers un « revenu d'existence » ? *Michel Berger*.....2
 Thomas Piketty note de lecture de Pierre Colas ; un livre de *Mélenchon* conseillé par *Hubert Nadin*.....3
 Le choc des empires : notes de lecture de *Claude Latreille* ; manif anti TFTA *JL Michniak*.....4
 Incorrigiblement communiste, un livre de *Henri Marberg* conseillé par *JL Michniak*.....5

Agenda, Organisation d'attac 92, Bulletin d'adhésion

en fin de journal

Un article vous a intéressé ?

Rediffusez, par courriel ou sur papier... Abonnez vos parents, vos amis ! Faites- leur plaisir!

Dans ce monde qui perd ses repères, nous avons besoin d'ATTAC !

... et Attac a aussi besoin de vous !

Dès aujourd'hui, adhérez, ou renouvez votre adhésion pour 2014 !

Si vous êtes assujetti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

30 % de votre cotisation est reversée à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales

Le prochain numéro paraîtra début décembre

Changer d'imaginaire

Le gouvernement peut-il éviter de faire une politique de droite ? Dans l'imaginaire dominant, c'est évidemment impossible. Ne faut-il pas, en effet, améliorer la compétitivité de la France ? Comment les entreprises françaises créeront-elles la croissance et les emplois si elles ne sont pas compétitives ? Et comment réduire les déficits et la dette, si on ne diminue pas les dépenses sociales ? On ne va quand même pas encore augmenter les impôts !

Mais on peut prendre les mêmes questions sous un autre angle. Pourquoi faire payer la dette aux plus démunis, alors que les « 1% » en sont les seuls responsables, et qu'ils massacrent la planète par leur avidité sans bornes ? Peut-on raisonnablement s'acharner dans une guerre économique mondiale qui épuise les hommes et la nature ? Ne faut-il pas plutôt introduire des règles nouvelles, qui subordonnent le commerce aux équilibres sociaux et écologiques ?

Les imaginaires sous-jacents à ces deux récits s'opposent point par point. Dans le premier, celui de la droite, du Medef et de l'oligarchie, les communautés humaines n'ont aucun choix : elles doivent lutter à mort pour l'emporter sur les groupes concurrents –les étrangers- et sur la nature. Dans le second, celui de la vraie gauche et de la bonne vie pour toutes et pour tous, les femmes et les hommes peuvent choisir la coopération avec les autres et le respect de la nature.

La droite se prétend l'apôtre de la liberté. Mais sa vision sinistre exclut en fait toute possibilité de choix. Pour la vraie gauche, le scénario du pire est possible, et même probable puisque les puissants le préparent, mais d'autres choix sont possibles.

Du côté des communautés scientifiques, les économistes soutiennent majoritairement la vision de droite (« *l'économie, cette science sinistre* », disait l'historien T. Carlyle). Seule la concurrence serait source d'efficacité.

Mais les climatologues nous disent, quasi-unaniment quant à eux, que le choix de la coopération est possible, et surtout indispensable : il conditionne la possibilité d'une vie humaine décente pour les générations futures.

Qui a raison ? Comparons par exemple les prévisions de la plupart des économistes et celles de la quasi-totalité des climatologues depuis vingt ans. Les uns se sont systématiquement trompés, ils n'ont pas vu venir le krach de 2008 ni ne verront venir le prochain. Cela ne les empêche pas aujourd'hui de prétendre qu'il faut confier les politiques climatiques aux marchés financiers. Les autres, eux, ont décrit correctement la montée des périls.

Bien sûr, la politique n'est pas une affaire de science mais de liberté. Toutefois notre imaginaire d'égalité et d'écologie apparaît infiniment plus raisonnable. A nous d'en convaincre nos concitoyen-n-s par nos mots et dans nos luttes.

(éditorial repris de « Liens d'attac » octobre 2014)

Vers un « revenu d'existence » ?

Michel Berger

[Nous poursuivons la publication du très riche texte de notre ami Michel Berger, « Ce monde qui nous attend ». Dans le numéro d'octobre, sous le titre « le plein emploi, faut-il y croire encore ? », l'auteur analysait les causes de la disparition des emplois : ralentissement de l'économie réelle, augmentation de la productivité du travail, délocalisations... L'article se terminait par ces mots : « dans la continuité de l'augmentation inévitable et souhaitable de productivité, la production de richesses matérielles exigera de moins en moins d'emplois, et celle des richesses immatérielles, formation, éducation, innovation, création artistique, services à la personne, échappe de plus en plus aux cadres économiques classiques : ceux de l'entreprise, de la division sociale du travail, de l'investissement capitaliste et du salariat »].

Que signifie, dans ces conditions, la recherche permanente de la croissance ? A l'inverse, l'idée de « décroissance » a un relent de retour en arrière et de refus du progrès, même si tout le monde admet que c'est une mesure nécessaire dans certains domaines de l'économie, en particulier ceux qui se nourrissent des biens naturels non renouvelables: minerais, énergie fossile.

A y regarder de plus près, les richesses qui entrent dans la comptabilité économique ne représentent qu'une part limitée de toutes celles dont nous profitons. Toutes les autres, informelles et non recensées, se développeront d'autant plus que le temps de travail au sens traditionnel du terme se réduira.

Ne nous leurrions pas, les emplois classiques ne reviendront pas, et l'objectif du plein emploi est une illusion. L'inexorable diminution du temps de travail, observé depuis des décennies est loin d'être achevée. Ce n'est pas un drame si notre productivité nous permet de fabriquer assez de richesses utiles pour tous sans exiger autant de « travail » au sens traditionnel du terme. Ceci bien sûr à condition de savoir partager ces richesses en fonction d'autres critères : c'est une révolution qui remet en cause toute la division sociale du travail et la réciprocité devenue toute théorique entre production de richesses et droit d'en user. Théorique car de tout temps les hommes n'ont eu de cesse de s'emparer des richesses produites par les autres. Par la force comme ce fut le cas des sociétés esclavagistes ou par le maintien d'organisations sociales qui justifient la prédation, comme c'est le cas du capitalisme. Car gagner plus en travaillant moins est un souhait universel.

L'esclavage a marqué cette forme de domination pendant des millénaires. Il n'a pas totalement disparu, mais ne s'exerce plus que sous des formes dissimulées. La réprobation de l'esclavage, récente au regard de l'histoire, est néanmoins devenue quasi-universelle. En revanche le salariat est la forme la plus usitée du travail, et celle sur laquelle tout le monde compte pour « créer des emplois ». Sur près de 27 millions d'emplois en France, 24 sont des emplois salariés, dont près de 7,7 millions d'emplois publics, et seulement 3 millions sont des emplois non salariés. Or le salariat implique comme l'esclavage une dépendance, non plus celle de l'esclave vis à vis de son maître, mais celle du salarié vis-à-vis de son employeur. Dépendance moins sévère mais néanmoins très réelle. Si l'employeur n'a pas tout à fait le droit de vie ou de mort sur le salarié, comme le maître l'avait sur l'esclave, la différence est toute relative. Car celui qui perd son salaire perd aussi le droit d'exister. La société y remédie (en partie) grâce à des mesures dites « sociales », mais celles-ci ne portent que sur la survie physique, et encore très partiellement. L'existence morale, affective, intellectuelle est refusée au chômeur. Et c'est insupportable dans une société qui se prétend civilisée. Car n'en déplaît à certains, le chômage est plus que rarement volontaire.

Si l'humanisme progressait dans les esprits, et avec lui le refus de toute dépendance entre les hommes, le salariat devrait susciter une répulsion analogue à celle que nous ressentons vis-à-vis de l'esclavage. Car le salariat est à l'esclavage ce que la prostitution est au viol. Il faudra bien qu'un jour on s'en indigne.

Cette remise en cause du salariat et de tous les modes de production et de distribution des richesses serait vaine sans une vision à long terme. Vision utopique, mais rattachée à la tradition humaniste, celle d'Erasmus, de Thomas More, et plus tard celle du siècle des Lumières, de Voltaire, de Condorcet, de Diderot, de Jefferson et de bien d'autres. Elle existe déjà dans les propositions de revenus d'existence, mais sa mise en pratique se heurte à la difficile cohabitation entre une économie capitaliste fondée sur la loi du plus fort, et un « Etat providence » soupçonné de favoriser la nonchalance et la paresse. Cette allocation, dispensée indifféremment à tous, de la naissance à la mort, pourrait cependant renverser le regard que nous portons sur ceux que rejette l'économie traditionnelle. Le « non-travail » pourrait alors être considéré comme la conséquence d'un choix – on gagne peu mais on réduit ses besoins - et non plus celle d'un rejet par la société. Il s'agit donc d'un système nouveau à inventer pour s'insérer dans un mode de production fondé sur des valeurs telles que la solidarité, l'émulation, la gratuité...

J'entends venir les critiques tant la défense de la « valeur travail » imprègne nos habitudes. Mais le travail n'a de valeur que s'il est créatif, librement consenti, susceptible d'apporter épanouissement individuel, expérience, amélioration des facultés physiques ou intellectuelles. S'il s'accompagne aussi de rapports sociaux liés à toute organisation collective. Or tous ces facteurs ont souvent en grande partie disparu dans nos formes modernes du travail. Ou du moins ils n'apparaissent plus que négativement lorsqu'une entreprise ferme ses portes. On les retrouve cependant dans les multiples formes d'organisation du temps libre, hobby, implication bénévole dans des associations, toutes activités qui concourent à la création de richesses collectives, même si elles ne rentrent pas dans l'économie monétaire et la quantification du PIB.

Que l'on entende bien, la forme salariale gardera encore longtemps une réalité. Mais à condition que l'on parvienne à faire disparaître la brutalité de la dépendance du travail par rapport au capital. Par des règles plus strictes de droit, mais aussi en réhabilitant les entreprises publiques, par nature soumises au contrôle démocratique et non aux exigences du capital. L'histoire montre que ces structures publiques peuvent être tout aussi productives que les entreprises capitalistes.

On a même oublié que les premières fabriques industrielles étaient souvent des institutions d'Etat. Du temps de la Royauté, les arsenaux, certaines fabriques de drap, la construction et l'entretien des voies navigables, des routes, la gestion des forêts, l'extraction de minerais ont été bien souvent à l'origine des services publics entièrement dépendants du pouvoir. Plus près de nous, la période de la reconstruction et les « Trente Glorieuses » qui l'ont suivie avaient conservé une forte implication des entreprises nationales dans le patrimoine productif de la nation.

Autre forme d'organisation du travail, les SCOOP sont en plein essor, avec des succès commerciaux dus à une productivité intensive. Elles aussi ont éliminé en grande partie la dépendance, et on ne dira jamais assez combien celle-ci conduit à une insatisfaction permanente génératrice de perte de motivation et d'efficacité du travail.

Par un fait significatif, cette refonte nécessaire de l'organisation du travail se manifeste à un moment de l'histoire du monde où se pose de manière cruciale la question de l'énergie. Des 2 000 Kcal/jour/personne qui ont suffi pendant ses premiers millénaires à la survie de l'humanité, on est passé au XX^{ème} siècle à 230 000, soit un multiplicateur de plus de 100. Cette énergie artificielle s'est substituée en grande quantité au travail humain. Or, en grande partie gaspillée, elle est d'origine fossile et en voie de disparition. On ne réglera pas la question du travail sans avoir mis au point des sources d'énergie renouvelables dont la distribution mondiale devra être beaucoup plus égalitaire si l'on veut éviter des conflits meurtriers. Mais la transition énergétique indispensable ne peut dépendre d'une simple compétition entre les mains des opérateurs capitalistes. Dans la situation actuelle, chacun s'efforce de conserver aussi longtemps que possible sa survie, sans se soucier d'une vision à long terme.

[Dans les prochains numéros, nous poursuivrons la publication de ce texte. Nous invitons les lecteurs à nous faire part des réactions aux analyses et propositions qu'il contient. Michel Berger se livrera à un exercice d'anticipation, introduit par les lignes suivantes :

Comme à chaque instant de l'histoire de l'humanité, une alternative se présente entre ce que nous craignons de l'avenir et ce que nous en espérons. Se projeter dans quelques décennies en illustrant les deux faces possibles de ce qui nous attend n'est pas un exercice nouveau : déjà au quatorzième siècle Ambrogio Lorenzetti s'y était livré sur les fresques de Sienne.]

Le capital au XXI^{ème} siècle de Thomas Piketty

Notes de lecture de **Pierre Colas**

J'ai vu passer la note de lecture de notre ami Jean-Paul, mais j'avoue qu'elle ne m'a pas motivé, et peu après sur France Inter j'ai appris que ce livre était un succès aux US. Alors **j'ai plongé dans ces 950 pages et maintenant je vous conseille d'en faire autant.**

La réflexion part d'une étude remarquable de l'économie, dans le temps et l'espace, c'est à dire partout où les données existent. La conclusion est sans appel, nous progressons régulièrement et lentement (1%) sauf au XX^{ème} siècle. Les deux guerres mondiales ont redistribué les capitaux, et la reconstruction qui a suivi a créé les « 30 Glorieuses ». Cette période de croissance rapide ne peut se produire que dans des cas de rattrapage, comme aujourd'hui dans les pays émergents. En conclusion la faible croissance actuelle est normale.

Le capital progresse naturellement, et les rentes qu'il offre déséquilibrent les sociétés. Pour limiter cet effet de boule de neige la meilleure solution est l'impôt. Les guerres en cassant cet effet ont fait apparaître une classe sociale intermédiaire entre les rentiers et les travailleurs sans capital.

Pour arriver à ces conclusions le développement est d'une logique et d'une clarté remarquables. Des graphiques se déduisent les fonctions simples de simulation, et les références aux personnages de romans par leur exemplarité ajoutent du concret.

Au fil des chapitres la logique des philosophes et des économistes s'enchaîne, Malthus, Marx, Keynes, Milton Friedman, comme les briques d'un mur en construction.

L'érudition n'est jamais obsédante et au fil des images de société, les visages de nos proches apparaissent pour nous situer dans la page d'histoire que nous avons vécue au fil du XX^{ème} siècle.

Mélenchon : une émission et un livre recommandés par Hubert Nadin

Je recommande l'écoute en podcast, d'une émission où Mélenchon se montre en forme plus que jamais ! Voici le lien.

http://pluzz.francetv.fr/videos/on_nest_pas_couche.html (le "leader maximo" arrive sur le plateau au bout d'une heure pour une heure décapante).

Le voilà devenu un vrai écolo. Lire son livre *L'ère du peuple* 10 € 140 pages.

Ce qu'il dit est honnête (du jamais dit jusqu'à présent, notre obligation de tenir compte du niveau de la population mondiale pour penser le monde de demain avec 10 peut-être 15 milliards d'êtres humains) et juste (le "peuple" s'est détaché de la politique parce que les élus en charge de la mise en œuvre d'une politique ne l'expliquent pas - voir les décisions prises par nos présidents, sous l'influence des lobbies et des énarques).

Une vraie question que l'on ne se pose pas assez à ATTAC (cela apparaît heureusement en page 1 de ligne d'Attac n° 99) comme dans les autres mouvements associatifs (voir les Amis de la Terre où je milite) : "repenser l'articulation entre mouvements et partis".

«Le choc des empires » de Jean-Michel Quatrepoint

(Ed. Gallimard 2014)

Notes de lecture de Claude Latreille

De ces trois empires majeurs sur la scène mondiale du XXI^{ème} siècle – Etats-Unis, Chine, Allemagne – lequel dominera l'économie-monde ? Je ne parlerai pas de la Chine dont on sait que l'objectif est de redevenir la première puissance mondiale qu'elle était au XVIII^{ème} siècle. Ni des Etats-Unis qui restent la superpuissance militaire et cherchent à conserver leur hégémonie économique en signant des accords de libre-échange transatlantique et transpacifique. Mais je parlerai de l'Allemagne présenté ici comme le troisième challenger.

De l'Allemagne qui, en imposant son modèle économique à l'Union européenne, a bâti une Europe allemande. Ses ambitions sont mercantiles plus que politiques, militaires, idéologiques ou culturelles. Pour tout ce qui n'est pas commercial, le gouvernement, la majorité de la classe politique et de l'opinion publique se satisfont du leadership américain. L'Allemagne a conquis l'Europe et le monde par l'ordolibéralisme, c'est-à-dire par le commerce, le libre-échange et le contrôle de la dette des pays qui ont la même monnaie qu'elle.

Réjouissons-nous de l'excellente performance de la première économie européenne. Inspirons-nous de son art du consensus entre sphère politique et sphère entrepreneuriale, plus efficace que notre culture de l'affrontement. Apprécions son exigence de qualité pour tous les produits « made in Germany ». Acceptons sa position dominante justifiée, à condition toutefois qu'elle s'affirme dans le respect des intérêts communs des membres de l'Union.

Mais soyons lucides aussi. Derrière la belle façade allemande, il y a « une société de plein emploi précaire » (Klaus Dörre, Fondation Rosa Luxemburg, 2014). Ses succès industriels sont basés sur un choix privilégiant l'exportation et sur une conception de la monnaie qui renforcent les déséquilibres en Europe.

Pour éviter que l'Europe reste une simple zone de libre-échange inféodée aux Etats-Unis et que l'euro soit un mark-bis, surévalué pour la plupart des membres de l'Union, c'est à nous, petits et grands pays, du Sud comme du Nord, à être des partenaires actifs, participant à la définition et à la défense de l'intérêt général.

Il faut regrouper les bonnes volontés européennes convaincues d'un destin commun indépendant, s'appuyer sur les points forts de chacun pour constituer une zone de créativité et construire, non pas contre mais avec les autres nations, un monde du bien-vivre.

Et nous, France, dans ce concert des nations ? Dans une Europe « devenue lieu de rapports de force où chaque nation défend ses intérêts » (René Passet), nous pouvons restaurer notre crédibilité morale et politique en nous montrant plus coopératifs avec nos partenaires et en dégageant avec eux une vision de long terme ambitieuse « sur des bases écologiques et solidaires » (D. Plihon). Nous avons des atouts pour y parvenir : savoir-faire technologique, capital humain et culturel, expertise reconnue dans les domaines de la défense, de l'énergie, de l'espace, des transports, des travaux publics...

Osons donc ce sursaut. Osons mobiliser les citoyens en leur expliquant avec clarté où nous allons, pourquoi et comment nous y allons. Agissons : le temps n'est plus aux diagnostics, car nous connaissons nos faiblesses et nos manques. Il nous faut être, enfin, les acteurs de notre futur et les inventeurs du changement. Osons saisir les opportunités d'un monde multipolaire en pleine mutation et œuvrons à des programmes ralliant toutes les compétences, d'où qu'elles viennent.

Oser le changement ? N'est-ce pas très utopique alors que notre classe politique, en mal permanent de réélection, se montre si frileuse dans l'exécution des réformes nécessaires et si craintive dans la défense de l'intérêt général ? C'est en tout cas indispensable –et possible- si l'on ne veut pas se faire sortir du jeu alors que les cartes se redistribuent à l'échelle mondiale.

Un écho de la manif anti TAFTA/CETA et TISA à Paris le 11 octobre

Jean-Louis Michniak

Le but est de rejeter 3 accords commerciaux en cours de négociation ou de finalisation: TAFTA (grand marché transatlantique, entre l'Union Européenne/UE et les USA) , et aussi: CETA (accord économique entre l' UE et le Canada) et TISA (accord sur le commerce des services entre des dizaines d' économies mondiales, dont les membres de l' UE) .

Différentes organisations du Collectif national "Stop TAFTA" étaient présentes: Attac, NPA, PCF, Parti de Gauche, Nouvelle Donne, Europe-Ecologie-les Verts, Union Syndicale Solidaire/ SUD, etc. On pouvait noter aussi les participations (remarquables en dynamisme, en couleurs, et en gaité !) des Mouvements des Jeunes Socialistes et des Jeunes Ecologistes.

Dans le cortège, quelques déguisements, pancartes et brèves animations de rues attiraient particulièrement le regard et les oreilles par leur originalité et leur humour: c'est excellent pour la "pédagogie", les messages "ardus" passent mieux parmi la foule !

Ce Samedi 11 Octobre après-midi, le défilé de protestation a rassemblé plusieurs centaines de personnes contre ces nouveaux projets malsains (notoirement défavorables aux particuliers et aux petites entreprises !) de la Place de Stalingrad (14h30) à la Place de la République (16h30) où il y a eu une convergence avec plusieurs groupes: les militant-e-s et proches venus soutenir l'action "Stop Alpha Coal" avec déambulation (réussie !) de spectaculaires "Kangourous" demandant l'arrêt du soutien de la Société Générale au gigantesque et pollueur projet minier en Australie ; les activistes de la lutte contre l' exploitation du Gaz et du Pétrole de schiste (Global Frackdown) et les manifestant-e-s opposés au Salon de la filière nucléaire qui a lieu au Bourget (World Nuclear Exhibition) (ce Collectif anti-nucléaire est porté, notamment, par Attac-France, le Réseau "Sortir du Nucléaire" et les amis de la Terre). Il y avait également un stand " Hypermarché Transatlantique" avec une Disco-Soupe mettant en évidence les nombreuses réutilisations (en musique!) du rebut alimentaire, source d'un gaspillage mondial ... phénoménal. Beaucoup de succès de cette authentique et festive "leçon" d'éducation populaire!

En bref, ce fut une journée réussie, même si, compte-tenu de ces sujets d'intérêt crucial, on aurait pu attendre encore beaucoup plus de personnes. Une remarque personnelle: les slogans seraient peut-être plus lisibles, plus compréhensibles pour "l'homme ou la femme de la rue" si les sigles étaient plus explicites! Exemple: des interrogations sur le mot: TAFTA ; à compléter selon moi par "Grand Marché des Multinationales des USA et de l'Union Européenne". La "com" militante n'est pas toujours facile ...

J'ai vu des élu-e-s venues appuyer cet évènement, en portant leurs écharpes officielles; j'ai croisé diverses personnalités: Jean-Luc Mélenchon, Noël Mamère, etc. J'ai eu aussi le plaisir de saluer des responsables d'Attac : Thomas Coutrot, Aymard (bénévole au Siège), et des ami-e-s d' Attac 92: Marthe, Karine ... Cette manifestation a été une belle étape dans notre combat altermondialiste contre les Multinationales, les Oligarques de la Finance et le type de société qu'ils veulent nous imposer.

“Incorrigiblement communiste”, un livre d'entretiens-témoignages de **Henri Malberg** conseillé par **J-L Michniak**

Etant depuis déjà quelque temps intéressé par le mouvement ouvrier et par les activités des militant-e-s du Parti Communiste Français (PCF), j'ai lu avec plaisir, et émotion aussi, ce livre contenant des souvenirs et de nombreuses réflexions et propositions pour l'avenir, d'un militant resté fidèle à ses engagements fondamentaux, depuis ... 70 années !

Ce livre de 200 pages est paru aux “ Editions de l'Atelier », prix env. 16 €.

Henri Malberg, militant communiste dès 1944, a été secrétaire de la Fédération de Paris du PCF, conseiller municipal du 20ème arrondissement de Paris, puis élu au Conseil de Paris. Ne niant pas les erreurs, les retards, les insuffisances de son Parti, ce vétéran expose clairement ses convictions, ses espoirs, avec enthousiasme, réalisme, ironie, “avec l'espoir indéradicible d'une vie meilleure pour chacun”. Répondant très franchement aux questions de deux jeunes journalistes, Henri Malberg (que j'ai eu l'occasion de voir à diverses occasions) évoque plusieurs sujets majeurs: la réforme, la révolution, la lutte des classes, la liberté, l'individu, l'écologie, le socialisme, le communisme (l'authentique !) ...

Il ne gomme nullement les tragiques évènements communistes internationaux : “le système soviétique a résisté, souvent fait des choses merveilleuses et souvent des choses horribles. Mais il n'a pas réussi à se réformer. Il est resté un système bloqué, aux dirigeants bornés et dogmatiques, sans culture politique vivante, focalisés sur la compétition internationale, même lorsque le rapport des forces militaires était équilibré depuis longtemps... Contrairement aux illusions, il n'y avait plus en Union soviétique depuis longtemps de Parti communiste. C'est-à-dire un corps vivant et démocratique de personnes engagées dans la vie politique et sociale ayant du pouvoir sur ceux qui dirigent... La destruction de fait du Parti communiste soviétique fut un handicap terrible pour la démocratie socialiste ...” Ce n'était plus “qu'une courroie de transmission des décisions prises dans les plus hautes instances. En quelque sorte, un appareil unique dirigeant de l'Etat et dirigeant du Parti”.

Mais, l'auteur qui essaie “de comprendre avec le cœur et l'intelligence” note ce qu'a écrit Karl Marx: “l'histoire avance aussi par ses mauvais côtés”. Il cite des éléments à mettre au crédit du mouvement communiste “qui a construit un immense espoir au XX^{ème} siècle ; il n'a pas réalisé tous ses objectifs, mais ce qu'il a semé est là, puissant et vivant. Toutes les victoires comme celles du Front populaire ou du programme du Conseil National de la Résistance, l'existence du SMIC, de la retraite ou de la Sécurité sociale, la libération de cent peuples du colonialisme, la révolution en Chine et au Vietnam, Cuba et le mouvement progressiste en Amérique latine, bref, tout ce qui a bougé au XX^{ème} siècle a quelque chose à voir avec le rapport des forces politiques et idéologiques que l'existence de l'Union soviétique avait créé. D'ailleurs, c'est depuis sa disparition que le capitalisme s'est déchainé pour tout reprendre. N'en déplaise à certains, je n'oublie jamais cela.”

Puis, fort judicieusement, Henri Malberg écrit que “Le capitalisme semble être le grand vainqueur du XX^{ème} siècle, mais la crise actuelle qui parcourt l'humanité accroît ma confiance. Le siècle qui commence sera celui du retour de nouvelles révolutions démocratiques ...” Il poursuit: “J'ai honte de voir le retour des milliardaires russes qui sont du même acabit que les nôtres. J'ai une immense reconnaissance pour le peuple russe et les peuples qui constituaient l'Union soviétique. Je n'oublie pas les 25 millions de morts contre Hitler. Autant que tous les autres peuples réunis: Britanniques, Américains et Français, Polonais, mais aussi Allemands et Italiens ... tous les peuples ont une longue mémoire et ne cessent jamais de rêver à un monde meilleur.”

Henri rappelle que nous sommes “dans un paysage dévasté et en crise”, qu'il faut “être soi-même et ouvert aux autres”, et cite une formule quasi-pédagogique de Gramsci disant “qu'il faut savoir allier le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté”. Il pense que “la question du changement de société est à nouveau posée. Le capitalisme n'est pas l'avenir de l'humanité ... Les temps mûrissent à nouveau.”

Il parle, bien sûr, de l'urgence, en termes véritablement altermondialistes, de faire “la rupture de la domination du capital financier qui mène le bal d'un monde détraqué. La finance est devenue l'ennemi public numéro un. L'ennemi n'est pas l'argent en général, cet instrument de mise en relation dans la société.”

Il dénonce “la dictature financière, un superimpérialisme mis en place, sans foi, ni loi, sans patrie, de tous les horizons, d'Europe, des Amériques, du Monde arabe et d'Asie”.

Il indique d'autres mesures (dont la Taxe Tobin) pour libérer les peuples de l'oligarchie financière qui fait tant de dégâts aux êtres humains et à la planète; il fait référence au Manifeste des Economistes atterrés, au petit livre du regretté Stéphane Hessel (“Indignez-vous!”), au prix Nobel Joseph Stiglitz, etc.

Henri Malberg évoque beaucoup d'autres points, du “haut” de son long chemin de militant (fait de hauts et de bas!) et affirme son soutien à tout ce qui peut participer à “un vrai projet démocratique de changement”, sans être dans la démarche du “tout ou rien” !

En lisant ce livre fait d'une riche expérience politique et humaine, avec un ton d'humilité, j'ai pensé à de nombreux militant-e-s de sa génération (enfants au début de la Guerre de 1939-1945) que j'ai côtoyés et souvent appréciés. Je songe à leur générosité, à leur dynamisme, à leur foi en l'Être humain, malgré parfois quelques illusions ou visions "avec œillères". Mais quelles leçons de vie ; c'est aussi pour moi un triple rappel pour "tenir la route" du combat social: être critique, être constructif, être crédible (la règle des 3 C ? !).

Agenda

- 6 novembre** **Montrouge** **1914-1918 «la der des ders » inaugure un siècle de barbarie**
un documentaire historique (52 minutes) de *Sabine Del Bo*,
historienne, conférencière, réalisatrice de documentaires historiques.
à **19 h 30**, Maison des associations, 105, avenue Aristide Briand, entrée libre
A la fin du conflit il était question de désarmement généralisé, la guerre devait être bannie, c'était donc la der des ders . On sait ce qu'il en fut et ce qu'il en est.
Si cette guerre représente une rupture dans l'histoire humaine, elle fut aussi la marque d'une tragédie pour le mouvement ouvrier, puisque pour permettre à la bourgeoisie d'envoyer sur les champs de batailles ces millions d'êtres humains, les directions syndicales et politiques du mouvement ouvrier ont dans un même élan pratiqué l'union sacrée, trahissant leurs engagements pour aboutir à un nouveau partage du monde débouchant sur d'autres conflits dont nous subissons toujours les conséquences.
C'est pour ne pas oublier cette leçon de l'histoire que le documentaire "la der des ders » a été conçu ; puisque au-delà des parlements et des prétendus "dialogue social " nous sommes toujours confrontés à la même dictature du capital et de la bourgeoisie et aux mêmes risques de nouvelles déflagrations pour maintenir coûte que coûte leurs profits et leur pouvoir.
Venez en discuter en présence de l'auteur.
- 7 novembre** **Paris** **Forum des alternatives du mouvement social**
à l'Assemblée nationale, salle Victor Hugo, **101, rue de l'Université, de 9 h à 17 h**
à l'initiative du Collectif pour un audit citoyen de la dette publique, et des Economistes atterrés
Le pied sur l'accélérateur et le poing sur le klaxon, François Hollande et Manuel Valls foncent vers le mur, et nous avec.
L'argent pris aux contribuables et aux services publics va vers les actionnaires et les créanciers, sans aucun effet sur l'emploi. La transition écologique n'est pas financée. La démocratie est menacée dans ses fondements.
Pourtant nous avons des alternatives. Nous, associations, syndicats, économistes critiques, voulons en discuter ensemble. Nous voulons dialoguer avec ceux de nos élus nationaux qui recherchent d'autres voies que celles des catastrophes annoncées.
Interviendront des représentants d'Alternatiba, **Attac**, CGT, Collectif d'audit citoyen, Coordination IdF des intermittents et précaires, Coordination de défense des hôpitaux, Droit au Logement, Economistes atterrés, Fondation Copernic, FSU, Plate-forme paradis fiscaux et judiciaires, Réseau action climat, Solidaires, ... (programme détaillé à venir) en dialogue avec des députés EELV, Front de gauche, Nouvelle Donne, PS ; et vous !
Inscription préalable nécessaire avant le 3 novembre à l'adresse mail 7nov@attac.fr
- 18 novembre** **Paris** **Vers une économie bas carbone : la transition énergétique en France.**
3e journée du cycle Défi climat 2014, à l'auditorium de la Tour Séquoia, **la Défense**
Le **cycle Défi climat** est organisé par *l'Institut de formation de l'environnement (IFORE)* et *l'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE)*, en partenariat avec la direction générale de l'énergie et du Climat (DGEC) et la *Chaire économie du climat*.
Thématiques abordées dans cette 3ème journée:
- Etat des lieux : forces et faiblesses de la France dans la transition énergétique, les consommations énergétiques, les avancées, les émissions par secteur
- Le projet de loi de programmation sur la transition énergétique. Les positions des différents acteurs. Energies renouvelables, énergie nucléaire
- Quelle stratégie ? Quelle planification ? Les outils de la transition énergétique
Participation gratuite.
Renseignements : <https://catalogue.ifo.reveloppement-durable.gouv.fr/content/cycle-defi-climat-2014-vers-une-economie-bas-carbone-la-transition-energetique-en-france>

Organisation d'Attac 92

Siège social: chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart attac92@attac.org

Président d'ATTAC 92 : Jean-Louis Michniak president.attac92@attac.org

Secrétaire : Eric Colas secretaire.attac92@attac.org

Secrétaire adjointe : Sophie Maloberti

Trésorier : Hubert Guérinet

Trésorière-adjointe : Rosette Kebabdjian

Fichier : Nicolas Lasman

Correspondant Electronique Local : Jean-Paul Allétru

Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux **Asnières :** Guy Rodary **Clamart :** Thérèse Villame, Jean-Marie Malo

Antony : Florence Lauzier, Hubert Nadin, Agnes Gandon, Annette Carayon, François Tonnerieux

Colombes : Bernard Kervella , Adda Bekkouché **Genevilliers :** Nelly Viennot

Clichy : Jean Quebre, Marthe Chabrol **GP Mont Valérien / Nanterre :** Cyril Pocréaux

Courbevoie : Annie Reynaud **Montrouge :** Jean-Paul Allétru; Françoise Leclercq, Jean-Jacques Langlois

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (web.attac92@attac.org)

flux rss : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?page=backend> TimeLine des actions : <http://local.attac.org/attac92clamart/spip.php?article518>

Angle d'ATTAC 92, le bulletin de ATTAC 92.

Les bulletins à partir du numéro 36 sont regroupés dans la rubrique <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique111>.

Les archives des numéros 6 à 35 sont consultables ici : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique178>

CMM - Citoyen du Monde à Montrouge Vous trouverez dans la rubrique <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152>, les articles des récents numéros de Citoyen du Monde à Montrouge à partir du numéro 90. Les archives de 1 à 89 (il manque quelques numéros entre 1 et 7) sont regroupées ici :

<https://local.attac.org/attac92/spip.php?article2181> Et il y a de nombreuses notes de lecture à lire sur <https://local.attac.org/attac92/spip.php?article2173>

700 000 signatures en 15 jours ! Nous continuons notre combat! Contre TTIP / TAFTA et l'AECG / CETA **Nous pouvons dépasser les 1 000 000 et gagner ce combat** A SIGNER ET FAIRE SIGNER - A diffuser dans vos réseaux et vers les associations, organisations et collectifs que vous connaissez Signature en ligne —> <http://stop-ttip.org/fr/>

Courrier des lecteurs

T.V.: Quant au chômage, le problème me paraît pourtant terriblement simple : les gains de productivité et le danger de la croissance rendent illusoire un plein emploi, socialement et individuellement indispensable (le droit au travail est un droit constitutionnel) donc il n'y a que la sphère sociale capable d'assurer le plein emploi.

Comment le financer ? Réponse au niveau de la France en quelques chiffres : 200 milliards le coût du traitement du chômage (hors formation), dont 110 milliards de subventions aux entreprises pour 34 milliards d'allocations ; 90 milliards le manque à gagner du fisc du fait de la fraude fiscale et sociale, sans compter le coût de la corruption, de la contrebande et de l'économie informelle ; combien de manque à gagner du fisc du fait des iniquités fiscales qui n'imposent pas les contribuables les plus aisés, dont les multinationales, au taux normal et progressif sur leurs gains ? Quelques dizaines de milliards supplémentaires...

A rapporter aux 90 milliards le coût du plein emploi pour 5 millions de chômeurs à 1500 € par mois.

Bulletin d'adhésion 2014

NOM (en capitales) : PRENOM : Homme / Femme (rayer la mention inutile)
 Date de naissance : Profession :
 Adresse : Code postal : Ville : Pays : Téléphone fixe :
 Mobile :
 Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2014 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au -delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à : **Attac, Service adhésions, 60643 Chantilly cedex – France** Pour tout renseignement, téléphoner au 01 56 06 43 60

Adhésion en ligne sur notre site sécurisé www.france.attac.org

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'ATTAC, ATTAC92, chez Eric Colas, 141, avenue JeanJaurès 92140 Clamart Resp. de la publication : Jean-Louis Michniak (attac92@attac.org)